

moyenne pour chaque année de service ouvrant droit à pension acquise par les cotisations retenues sur le traitement qu'il a touché à l'égard de fonctions supplémentaires assumées, par exemple comme ministre; à concurrence d'un maximum global de 75% de cette moyenne des six années les mieux rémunérées. Le député occupant le poste de premier ministre contribue au Fonds du revenu consolidé, sous forme de retenues, pour un montant équivalent à 6% du traitement qu'il touche en vertu de la Loi sur les traitements. Les prestations aux survivants s'établissent comme suit: 60% de la pension du député à la veuve ou au veuf; si le conjoint est vivant, 10% de la pension du député pour chaque enfant, jusqu'à trois, et si les deux conjoints sont décédés, 20% de la pension du député pour chaque enfant, jusqu'à quatre. Un député qui cotisait le 31 mars 1970 avait un an pour choisir entre adhérer au régime décrit ci-dessus ou rester sous l'ancien régime (voir p. 79 de l'*Annuaire du Canada* 1969).

En vertu de la Loi sur la retraite des sénateurs (SC 1965, chap. 4), tout sénateur nommé après le 2 juin 1965 cotise à la caisse de retraite selon les dispositions de la Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement. Les sénateurs nommés avant cette date et n'ayant pas atteint 75 ans peuvent également cotiser sous le régime de cette loi. En vertu de la Loi instituant la retraite des membres du Sénat, dans sa version modifiée, un sénateur cotise pour 6% de \$30,700. Si un sénateur nommé avant le 2 juin 1965 démissionne un an avant d'atteindre 75 ans à cause d'une infirmité permanente qui l'empêche de remplir ses fonctions, il a droit à une rente viagère égale aux deux tiers de ses indemnités sessionnelles. Les veuves de sénateurs bénéficiant d'une telle rente peuvent toucher une rente égale aux deux neuvièmes du montant.

Tout ancien premier ministre qui a exercé ses fonctions pendant quatre ans reçoit du Fonds du revenu consolidé une allocation égale aux deux tiers du traitement annuel prévu pour les premiers ministres dans la Loi sur les traitements, à partir du moment où il cesse d'occuper toute fonction parlementaire ou lorsqu'il atteint l'âge de 65 ans, selon la situation qui se présente la dernière, jusqu'à son décès. La veuve reçoit un versement annuel égal à la moitié de l'allocation que son époux recevait ou aurait reçue s'il n'était pas décédé. Cette allocation commence immédiatement après le décès de l'époux et est maintenue jusqu'au décès ou au remariage de la veuve.

Aucune de ces allocations n'est payable pendant que le bénéficiaire est membre du Parlement.

**Droit de suffrage fédéral.** La législation fédérale actuelle régissant le droit de suffrage est contenue dans la Loi électorale du Canada (SRC 1970, chap. 14, 1<sup>er</sup> Suppl.), modifiée par la Loi sur les dépenses d'élection (SC 1973-74, chap. 51). En général, le droit de vote s'applique à tout citoyen canadien ayant atteint l'âge de 18 ans et demeurant ordinairement dans la circonscription électorale à la date fixée pour le début du recensement des électeurs. N'ont pas le droit de vote: le directeur général et le directeur général adjoint des élections; les juges nommés par le gouverneur en conseil; le directeur du scrutin de chaque circonscription électorale; les personnes gardées dans un établissement de détention; les personnes dont la liberté de mouvement est restreinte ou qui sont privées de la gestion de leurs biens pour cause de maladie mentale; et les personnes inadmissibles au scrutin en vertu d'une loi relative aux manœuvres frauduleuses ou actes illicites.

Les règlements électoraux spéciaux figurant dans l'Annexe II de la Loi électorale du Canada déterminent la procédure de vote applicable aux membres des Forces canadiennes, aux employés de la Fonction publique fédérale en service à l'étranger et aux anciens combattants recevant un traitement ou des soins en hébergement dans certains établissements.

Les circonscriptions électorales, le nombre d'électeurs inscrits, les votes recueillis et les noms et adresses des députés élus à la Chambre des communes aux 31<sup>e</sup> élections générales, du 22 mai 1979, figurent dans le tableau 3.4. Le tableau 3.5 fournit des données analogues pour les 32<sup>e</sup> élections générales du 18 février 1980, tandis que le tableau 3.6 indique le nombre d'électeurs inscrits et de votes recueillis aux élections fédérales générales de 1972, 1974, 1979 et 1980.